

COPENHAGUE : L'outrage de M. Sarkozy

Par Jacques Cheminade,

Paris, le 8 décembre 2009

L'hyperactivité manifestée par Nicolas Sarkozy en vue du sommet climatique de Copenhague est pire qu'une erreur, un crime contre l'avenir de l'humanité. Qu'il n'en soit pas réellement conscient et ne soit pas seul à le commettre n'est pas moins grave, car il en joue le rôle de la France sous la bannière d'une politique vouée à la dépopulation et à de scandaleuses opérations financières sur les échanges de quotas d'émission de gaz à effet de serre. A une heure de l'histoire où les grands financiers de la City et de Wall Street spéculent avec ce que nous respirons, ce que nous mangeons et notre vie elle-même, sous la forme de contrats d'assurance-vie titrisés, nous faisons le choix de collaborer. C'est moralement, économiquement et politiquement inadmissible.



Limiter les naissances est bel et bien présenté comme un « remède » à un péril climatique inventé pour justifier le choix malthusien. Ce péril a été forgé dans l'entourage de Margaret Thatcher, et les révélations sur les travaux biaisés et manipulés de l'Unité de recherche climatique (CRU) de l'Université d'East Anglia, qui ont inspiré le rapport du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat (GIEC), révèlent le montage. Et c'est fort de ce montage que le Fonds des Nations Unies pour la population (UNFPA) appelle à ce qu'elle baptise une « régulation de la démographie ». La réalité derrière ce label est que tous les freins mis aux émissions de CO2 entraîneraient une incapacité de nourrir et de développer l'humanité future, conduisant à une capacité d'accueil sur la planète de moins de 2 milliards d'habitants. C'est ce que désirent les Jonathan Porritt et les Paul Ehrlich,

c'est à quoi veulent parvenir les entourages de Gordon Brown et de Barack Obama. Que nous nous situions à la pointe de leur combat, contre l'intérêt de tous les peuples et des pays du Sud, est inadmissible.

L'autre aspect désastreux du choix de MM. Sarkozy et Borloo est de favoriser les spéculations financières de Wall Street et de la City, qu'ils prétendent par ailleurs vouloir réguler. En effet, les grandes banques comme la Hong-Kong and Shanghai Banking Corporation (HSBC), Goldman Sachs, Citigroup ou Morgan Stanley multiplient les partenariats avec des start-up « écologiques » pour générer du crédit carbone. Les allocations de droits à polluer

sont ainsi devenues objet de spéculation sur le Chicago Climate Exchange et, en Europe, à Paris sur le Bluenext pour les échanges au comptant et à Londres sur l'ECX (Al Gore y détient une participation à travers son entreprise Blood and Gore) pour les échanges à terme, bien plus intéressants pour les spéculateurs. Pire encore, il se crée des plateformes alternatives (dark pools), totalement opaques et dérégulées, sur lesquelles ces droits à polluer s'échangent, sans compter les opérations de gré à gré et la prochaine création, si rien ne l'en empêche, de nouveaux produits dérivés sur ces opérations. Il est vrai que notre ministre de l'Economie, Christine Lagarde, et le nouveau commissaire européen chargé du Marché intérieur et des Services financiers, Michel Barnier, entendent proposer des « régulations » et des agences de supervision européennes. Cependant, prétendre réguler ou contrôler le vice sans remettre en cause le système qui l'engendre ne peut aboutir à la vertu.

Disons-le crûment : lorsqu'un arnaqueur veut mystifier son public, il attire son attention sur un faux terrain alors qu'il opère sur un autre. Tout le brouhaha sur le « changement climatique » vise ainsi à entretenir le pessimisme culturel sur la nature même de l'homme, en l'assimilant à un animal prédateur, en couvrant le grand mensonge d'un système financier monétariste qui spolie l'homme en offrant un pouvoir absolu aux établissements financiers. Ceux-ci disposent de la garantie implicite des Etats contre la faillite, qui entraînera inéluctablement celle des Etats eux-mêmes au profit d'un ordre financier impérial, celui que représente le conglomérat de forces opérant depuis Londres.

C'est à ce conglomérat d'intérêts que Nicolas Sarkozy s'est soumis, qu'il le veuille ou non, lors de sa présence au sommet du Commonwealth à Trinidad et Tobago, car le Commonwealth est la structure impériale qui protège ce conglomérat. Alors que la reine d'Angleterre y proclamait que le changement climatique est une occasion pour le Commonwealth de reprendre le leadership du monde et de « prouver sa raison d'être au-delà de ses propres frontières », Nicolas Sarkozy proclamait sa fierté d'être le premier président de la République française invité à un sommet de cette institution. Et tout en mettant la pression sur les pays du Sud pour qu'ils se soumettent à « l'ultimatum climatique » du World Wildlife Fund sponsorisé par le Prince Philip d'Edimbourg, Nicolas Sarkozy y a défendu la création d'une « Organisation mondiale de l'environnement », « une première étape, fondatrice de la réforme de la gouvernance mondiale ».

En même temps, Jean Tirole, le « nobélisable » français,

appelait quasi-officiellement à la « création d'un système mondial de droits à polluer négociables sur un marché », à la « mise en place d'une gouvernance mondiale » et au « déploiement rapide d'un réseau de satellites capables de mesurer précisément le niveau des émissions dans chaque pays ».

Dépopulation, occasion de spéculations financières insensées, abolition des souverainetés nationales : il est temps que M. Sarkozy et aussi Mme Aubry, qui appelle à « une gouvernance globale... avec une organisation mondiale de l'environnement dotée de pouvoirs contraignants », se demandent à qui profite le crime.

Nicolas Hulot, dans son *Syndrome du Titanic*, dit tout haut ce que d'autres insinuent : « Les jours du monde, tel que nous le connaissons, sont comptés... si nous tous, riches comme pauvres, ne modifions pas immédiatement notre comportement pour 'faire mieux avec moins' et mettre l'écologie au centre de nos décisions individuelles et collectives, nous sombrerons inéluctablement ». On a bien lu riches et pauvres, comme si nous étions tous coupables. Cette opération de culpabilisation générale vise en fait à couvrir les crimes des spéculateurs et de l'économie casino qui entraînent, eux, bien réellement le monde à sa ruine. M. Sarkozy et la France, et surtout ceux qui se prétendent du « peuple de gauche », doivent immédiatement se démarquer de cette idéologie criminelle, en dénoncer les conséquences et engager le passage d'un système monétariste dominant vers un ordre de crédit public et de service public redonnant au monde un avenir. Il faut un peu de courage pour exposer les mystificateurs à la lumière de la vérité.



www.solidariteetprogres.org

Le mouvement politique de Jacques Cheminade et Lyndon LaRouche

BP 27 - 92114 Clichy cedex / Tél. : 01 76 69 14 50 / Fax : 01 47 39 05 80 / SVP : Ne pas jeter sur la voie publique

Pour être contacté, remplissez ce coupon et renvoyez-le à Solidarité & Progrès, BP27, 92114 Clichy Cedex

Nom : Prénom :

Profession/Affiliation :

Adresse :

Code postal : Ville :

Téléphone : E-mail :